



Séance ordinaire du lundi 29 mars 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Attractivité

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Eliane LLORET, Jacques MARTINIER, Patricia MIRALLES, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Attractivité - Financement des entreprises - Souscription au fonds Impulsion d'Irdi Capital Investissement - Conventions - Autorisation de signature et d'affectation des crédits

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

1. Préambule :

En 2017, constat est fait que le marché français du capital-risque est insuffisamment développé pour accompagner les start-ups dans les premières phases critiques de leur vie. Le nombre de business angels et l'émergence du crowdfunding sont insuffisants pour pallier cette défaillance. Les entreprises innovantes peinent à financer les dépenses post Recherche et Développement leur permettant d'accéder au marché.

Le volet métropolitain du Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internalisation (SRDEII), adopté le 2 février 2017, prévoit que la Métropole puisse se mobiliser aux côtés de la Région afin de renforcer les ressources disponibles en faveur du capital-innovation par une participation à des véhicules de ce type.

Irdi Soridec Gestion, société régionale de gestion de fonds d'investissement, lance deux nouveaux instruments de financement de haut de bilan en amorçage et en innovation. Montpellier Méditerranée Métropole décide d'abonder à hauteur de 3 M€ (2,5 M€ dans le fonds d'innovation et de 0,5 M€ dans le fonds d'amorçage). Après deux ans d'exercice, le bilan tiré de ces investissements est doublement positif. L'outil s'avère un bon effet levier sur le développement des entreprises. En terme d'image, Montpellier Méditerranée Métropole renforce son rôle d'acteur actif et expert dans l'écosystème.

En mars 2020, la crise sanitaire provoque une crise économique sans précédent. Dans un premier temps, les acteurs publics se mobilisent pour proposer des aides financières d'urgence (subvention, avance remboursable, prêts garantis à taux préférentiel) pour aider les entreprises à tenir à court/moyen termes leur trésorerie. Fin 2020, la crise se prolonge. Aux mesures d'urgence en appui au bas de bilan doivent maintenant venir des solutions visant à renforcer les fonds propres des entreprises, à la fois pour supporter le surendettement conjoncturel lié à ces renforts ponctuels de trésorerie mais aussi pour aider les entreprises, saines avant crise, à franchir ce cap difficile et rebondir. Irdi Soridec Gestion, devenue Irdi Capital Investissement par fusion des sociétés Irdi et Soridec le 12 février 2021, propose alors le lancement d'un nouveau fonds baptisé Irdi Impulsion pour les entreprises des régions Occitanie et Nouvelle-Aquitaine.

2. Objectifs du fonds Irdi Impulsion :

L'objectif du fonds est de :

- lancer une dynamique collective autour de ce projet avec les collectivités publiques, les banques régionales, les partenaires institutionnels et les partenaires industriels, dans le but d'aider au redéveloppement d'entreprises du tissu économique local affectées par la crise et soutenir les territoires et l'emploi ;
- participer aux côtés des plans de relance nationaux et territoriaux au maintien et à la création d'emplois durables sur nos territoires, dont les emplois industriels ;
- inscrire l'action auprès des entreprises accompagnées dans une démarche Environnementale, Sociale et de Gouvernance (ESG), pour une croissance plus vertueuse et plus respectueuse de l'homme et de son environnement.

3. Caractéristique du fonds :

	IRDI Impulsion
Forme juridique	FPCI (Fonds Professionnel de Capital Investissement)
Durée du fonds	Limitée : 10 ans + 2 x 2 ans
Type de cible	ETI (Entreprises de Taille Intermédiaire) et PME (Petites et Moyennes Entreprises) qui affichaient des performances financières normatives satisfaisantes ayant connu un « accident de parcours » lié à la Covid ou pas
Stade d'investissement	<ul style="list-style-type: none"> Capital-développement Capital-consolidation
Secteur géographique	Occitanie et Nouvelle Aquitaine
Secteurs d'activité	Tous les secteurs pourront être visés et notamment ceux représentatifs de l'économie régionale : Aéronautique, Agroalimentaire, Entreprises de Service Numérique, Energie Renouvelable, Santé, Tourisme
Comité d'investissement	Souscripteurs et experts
Représentation des souscripteurs	Comité de porteurs de parts

	IRDI Impulsion
Taille cible du fonds	30/50 M€
Souscripteurs pressentis	<ul style="list-style-type: none"> - Banques, Assurances - Industriels - Bpifrance - Région Occitanie - Région Nouvelle Aquitaine - Métropoles - UIMM (Union des Industries et Métiers de la Métallurgie)...
1^{er} closing	Q1 2021
Montants des investissements	<ul style="list-style-type: none"> - Entre 500 K€ ET 10% du Fonds maximum. - Un ticket moyen de l'ordre de 2 M€ en un ou plusieurs tours (mais principalement sur un tour).
Nombre d'investissements	Environ 20 participations par région d'intervention

4. Enjeux pour la Métropole :

Pour la Métropole, il s'agit de participer à une dynamique alliant un triple enjeu :

- stratégique : action partenariale au service du territoire en affirmant son rôle d'acteur économique clé ;
- économique : redynamisation du tissu après une crise sans précédent
- sociétale : action en phase avec les valeurs de la Métropole avec un fond conçu pour investir dans des entreprises d'avenir en les accompagnants dans une démarche à responsabilité sociétale.

En termes financiers, Montpellier Méditerranée Métropole se propose de souscrire pour un montant de 3 M€ (section investissement). La durée de vie du fonds est de 10 à 14 ans. Les appels de fonds se feront sur 5 ans *a minima*. En contrepartie, elle obtiendra 6 à 10% du fonds selon le closing final (entre 30 et 50 M€), un siège au comité technique et un siège au comité des porteurs de parts.

A noter : la Région Occitanie a approuvé une souscription à hauteur de 8 M€ lors de son assemblée du 25 mars 2021. Toulouse Métropole envisage une souscription de 5 M€. Les autres souscripteurs sont : la Région Nouvelle Aquitaine, BPIFrance, des banques privées.

En termes juridiques, une convention proposée par la Région autorisera la Métropole à abonder à ce fonds à ses côtés. Une seconde convention stipulant les engagements réciproques sera passée entre la Métropole et la société de gestion.

A noter : afin que la Métropole puisse participer aux instances du fonds à égalité avec les investisseurs professionnels, il est préconisé de demander à ce que la Collectivité soit traitée comme un client professionnel au titre de l'article D.533-12 du Code monétaire et financier.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver les termes de la convention entre la Région et Montpellier Méditerranée Métropole et les termes de la convention entre IRDI Capital Investissement et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'autoriser Montpellier Méditerranée Métropole à souscrire à des parts du Fonds Professionnel de Capital Investissement « Irdi Impulsion » géré par Irdi Capital Investissement à hauteur de 3 000 000 € ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à demander à ce que la Métropole soit traitée comme un client professionnel au titre de l'article D.533-12 du Code monétaire et financier ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions, les bulletins de souscription, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

Mme Hind EMAD, M. Guy LAURET.

Fait à Montpellier, le 15/04/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 15 avril 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210329-156156-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 15/04/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention Région 3M
- Convention Irdi 3M

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.